



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org

PRENDRE CONTACT

NPA - 2 rue Richard Lenoir -
93 100 Montreuil
ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Tel :

...../...../...../...../.....

Mail:.....

@.....

ICI, COMME EN ITALIE, EN BELGIQUE, PRÉPARER LA RIPOSTE CONTRE LE GOUVERNEMENT PS-MEDEF NON À LA LOI MACRON!

Vendredi dernier, en Italie, la grande majorité des salarié-e-s ont participé à la grève générale contre les mesures du gouvernement Renzi, un gouvernement des patrons qui s'aligne sur la politique de la Troïka européenne. La grève, appelée par le principal syndicat, la CGIL, a été un succès, de fortes manifestations ont eu lieu dans tout le pays. Mardi, c'était au tour des travailleurs belges qui, par la grève générale, ont paralysé le pays contre l'austérité mise en œuvre par le gouvernement de droite.

Faire échec à l'offensive contre nos droits

En Italie, en Belgique comme en Espagne ou en Grèce, comme ici ou en Allemagne, depuis 25 ans les gouvernements de droite ou de gauche mènent les mêmes attaques contre le monde du travail. Partout aussi, aujourd'hui, ces attaques franchissent un nouveau seuil. Face à l'aggravation de leur propre crise, gouvernements et patronat veulent imposer des reculs encore plus significatifs et remettre en cause le droit du travail pour donner aux patrons toute la liberté de licencier, de faire pression sur les travailleurEs pour faire baisser ce qu'ils appellent «le coût du travail» en accentuant l'exploitation. Au nom de la compétitivité, ils multiplient les cadeaux aux patrons en nous faisant payer l'addition par de nouvelles coupes dans les dépenses sociales de l'État, des régions et des communes.

Macron ou le triomphe de la banque

C'est aussi l'objectif de la loi Macron. Ce «*Projet de loi pour la croissance et l'activité*» vise à donner plus de libertés aux capitalistes, sur le travail du dimanche, le travail de nuit ou avec l'invention du travail de soirée; par les attaques contre la justice prud'homale mise sous tutelle de juges professionnels, celles contre la médecine du travail ou l'Inspection du travail... Et une série de mesures visant à libérer les patrons de toutes sortes d'obligations concernant le délit d'entrave, les droits des CHSCT, les critères des licenciements, et les recours des salariéEs, en cas de PSE.

Et quand Macron prétend remettre en cause les avantages des professions dites réglementées, ce n'est pas dans le souci d'un meilleur service aux usagers. Au contraire, c'est pour faciliter la mainmise de la finance sur ces secteurs d'activité ou privatiser l'examen du permis de conduire, favoriser le développement des lignes de transport en autocar, dangereuses et polluantes, avec mise en concurrence avec le réseau SNCF...

Construire la riposte, sortir de la passivité des syndicats

La multiplicité des attaques et la confusion du projet de loi voudraient en masquer la gravité. Il ne faut pas s'y tromper, l'offensive est brutale. Les organisations syndicales, au lieu d'organiser la riposte, soit s'adaptent à la politique du gouvernement soit restent passives et sans initiative comme la CGT, paralysée par la scandaleuse affaire Lapaon. Les syndicats doivent être des instruments pour que les salarié-e-s puissent s'organiser, se défendre, construire la riposte à l'offensive du patronat sans craindre l'affrontement. Il y a urgence à construire une grande mobilisation contre la loi Macron et la politique du gouvernement.

Ici, comme en Belgique ou en Italie, en Grèce, au Portugal ou en Espagne, face à la régression sociale provoquée par le patronat et les Etats, l'avenir dépend de nos capacités à nous mobiliser pour changer le rapport de force.